

CEPANI NEWSLETTER 70

BELGIAN CENTRE FOR ARBITRATION AND MEDIATION • NPO

RESPONSIBLE EDITOR : MICHEL FLAMÉE

DECEMBER 2012

Agenda

12 December 2012 13:30-17:30

Colloquium ter gelegenheid van "het tienjarig bestaan van het reglement ter beslechting van de geschillen inzake .be domeinnamen" / Colloque à l'occasion des "10 ans d'existence du règlement pour la résolution des litiges concernant des noms de domaine.be" (the presentations will be held in Dutch and French)

31 January 2012 12:00-14:00

CEPANI40 lunch debate with Prof. Dr. Olivier Caprasse on the topic of "Document production in national and international arbitration"

14 March 2013 12:00-14:00

CEPANI40 lunch debate with Prof. Dr. Guy Keutgen on the topic of "Le nouveau règlement d'arbitrage du CEPANI / Het nieuwe CEPANI arbitragereglement"

24 April 2013 12:00-14:00

CEPANI40 lunch debate with Prof. Dr. Herman Verbist on the topic of "Transparency in investment arbitration"

For more information on our upcoming activities, please consult www.cepani.be.

Comité de rédaction / Redactiecomité

G. Keutgen, V. Foncke

P. Callens, O. Caprasse, G. Coppens, M. Dal, L. Demeyere, C. Price, H. Verbist, C. Verbruggen, P. Wautelet

The CEPANI Newsletter always appreciates receiving interesting case law and legal doctrine concerning arbitration and alternative dispute resolution. Any relevant articles, awards, events and other announcements can be sent to newsletter@cepina-cepani.be. CEPANI may publish and/or edit contributions at its discretion.

News

- P.2** Le nouveau règlement d'arbitrage du CEPANI /
- P.4** Het nieuwe CEPANI arbitragereglement
(par / door Prof. Dr. Guy Keutgen)
- P.7** Tribute to Prof. Dr. Guy Keutgen on 20 November 2012
(by M. Draye)
- P.10** CEPANI's cooperation agreements with other arbitration institutions (by Luc Demeyere)
- P.12** Report on the CEPANI lunch presentation on "Arbitration made in Germany" (by Erica Stein)

Legislation, Doctrine & Jurisprudence

- P.14** References

Varia

- P.15** Upcoming ICC YAF activities (December 2012)
- P.15** VIAC Vienna Arbitration Days 2013
(25-26 January 2013)
- P.15** The 16th Annual IBA International Arbitration Day
(21-22 February 2013, Bogota)

News

Le nouveau règlement d'arbitrage du CEPANI

Par Guy KEUTGEN



Le CEPANI a un nouveau règlement d'arbitrage qui a été préparé pendant plus d'un an par un groupe de travail composé d'éminents praticiens de l'arbitrage.

Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

A cette date, toutes les nouvelles procédures entamées au CEPANI le seront selon le règlement 2013 sauf si les parties conviennent que le règlement applicable est celui en vigueur à la date de la conclusion de la convention d'arbitrage (art. 7 (1)).

Les principales innovations de ce texte sont sommairement exposées ci-après.

(1) Les notifications et communications peuvent être effectués selon les modes traditionnels – remise contre reçu, courrier recommandé, fax – mais également par voie électronique. Dans ce cas, l'expéditeur a toujours la charge de la preuve de l'envoi (art. 8 (2)). Par ailleurs, le tribunal arbitral peut arrêter des différentes règles de notification et communication (art. 8 (3)).

(2) Des demandes découlant de plusieurs contrats ou en relation avec ceux-ci peuvent être formées dans le cadre d'un arbitrage unique (art. 10 (1)). Ainsi, des demandes peuvent être formées en application de

plusieurs conventions d'arbitrage si les parties sont convenues d'avoir recours à l'arbitrage du CEPANI et de faire trancher leurs demandes dans le cadre d'une procédure unique.

Le fait que les règles de droit applicables ou la langue de la procédure ne soient pas les mêmes ne font pas présumer que les conventions d'arbitrage sont incompatibles (art. 10(2)).

(3) Un tiers peut demander à intervenir dans une procédure et une partie à une procédure d'arbitrage peut appeler un tiers en intervention (art. 11(1)). L'intervention peut être demandée si le tiers et les parties sont d'accord pour recourir à l'arbitrage CEPANI. En principe, elle n'est pas possible lorsque les membres du tribunal arbitral ont été nommés ou agréés, sauf si les parties en ce compris le tiers intervenant en sont convenus autrement (art. 11 (2)).

(4) Le règlement 2013 insiste sur la nécessaire indépendance de l'arbitre non seulement au moment de sa nomination mais tout au long de sa nomination de la procédure (art. 14(1)). En outre l'arbitre doit être impartial et être disponible. Une fois nommé ou agréé, l'arbitre doit s'engager à accomplir sa mission jusqu'à son terme.

Le comité de désignation et le président disposent de très larges pouvoirs



d'appréciation en matière de nomination, d'agrément et de remplacement d'un arbitre. Les motifs de leur décision ne sont pas communiqués (art. 14 (4)). Cette non communication des motifs de la décision est également prévue pour ce qui concerne les décisions du comité de récusation (art. 16 (4)).

(5) Assez classiquement le règlement 2013 prévoit que lorsque le tribunal arbitral est en place il établit un acte de mission et « aussi rapidement que possible après celui-ci », il arrête un calendrier prévisionnel pour la suite de la procédure (art. 22 (3)). Il peut être arrêté « *lors d'une conférence organisée avec les parties par le tribunal arbitral* ». Le but d'une telle conférence est de consulter les parties sur les moyens propres à faciliter la procédure (art. 22 (5)).

(6) Le règlement inscrit comme règle au titre de « l'instruction de la cause » que « *le tribunal arbitral et les parties agissent avec célérité et loyauté dans la conduite de la procédure* ». Et d'ajouter que « *les parties s'abstiennent en particulier de tout moyen dilatoire ou de tout autre agissement ayant pour objet ou effet de retarder la procédure* » (art. 23 (1)).

Ces règles n'ont pas une valeur purement théorique dans la mesure où les arbitres dans la répartition des frais d'arbitrage peuvent tenir compte de l'attitude des parties tout au long de la procédure (art. 36 (2)).

(7) Dès que possible après la dernière audience ou la communication des dernières pièces autorisées, le tribunal arbitral

prononce la clôture des débats (art. 24 (1)). Il peut néanmoins ordonner leur réouverture à tout moment avant que la sentence ne soit rendue (art. 24 (2)).

(8) Le règlement prévoit *expressis verbis* la confidentialité de la procédure arbitrale sauf convention contraire des parties et « sauf obligation légale de publicité » (art. 25). Le règlement 2005 se limitait à prévoir que les audiences ne sont pas publiques (art. 17 (5)).

(9) Alors que le règlement 2005 prévoyait la possibilité de demander des mesures provisoires et conservatoires au tribunal arbitral (art. 18), le règlement 2013 prévoit en outre l'octroi possible de mesures provisoires et conservatoires avant que le tribunal arbitral soit mis en place (art. 26). Il s'agit d'une mesure rapide permettant d'obtenir la désignation d'un arbitre statuant au provisoire en principe dans les deux jours ouvrables après la réception de la demande et une décision en principe dans les quinze jours de la réception du dossier par l'arbitre.

Cette procédure est mise en œuvre dès réception du versement d'un montant de 15.000 € dont 3.000 € pour les frais administratifs du CEPANI (art. 27 (11)). Ce montant peut le cas échéant être revu (annexe I, point 8).

(10) La sentence peut faire l'objet d'une correction ou d'une interprétation (art. 33). Surtout, lorsqu'une juridiction renvoie au tribunal arbitral sa sentence pour adaptation éventuelle, « *le CEPANI peut prendre toutes mesures nécessaires pour permettre au tribunal arbitral de se conformer à la*

décision de renvoi ». On sait que dans certains droits comme le droit allemand, la législation privilégie la « réparation » d'une sentence à son annulation. L'avant-projet de loi portant réforme de la sixième partie du Code judiciaire relative à l'arbitrage, prévoit aussi une même possibilité pour les tribunaux.

(11) Le règlement 2013 contient pour la première fois une disposition relative à la « limitation des responsabilités » (art. 37).

Celle-ci dispose que :

« 1. Pour tout acte ou omission relatifs à son activité juridictionnelle, l'arbitre n'encourt aucune responsabilité, sauf en cas de dol.

2. Pour tout autre acte ou omission dans le cadre d'une procédure arbitrale, l'arbitre, le CEPANI, ses membres et son personnel n'encourent aucune responsabilité, sauf en cas de dol ou de faute lourde. »

(12) Alors que le règlement 2005 renvoyait pour toute question non réglée par le règlement à la sixième partie du Code judiciaire belge (art. 28), le nouveau texte prévoit que « *sauf si les parties en sont convenues autrement, pour tout ce qui n'est pas expressément visé par le règlement, le tribunal arbitral et les parties agissent en s'inspirant de celui-ci et en faisant tout effort raisonnable pour que la sentence soit susceptible d'exécution* » (art. 38).

Cette disposition prend en compte notamment que des arbitrages selon le règlement du CEPANI se déroulent à l'étranger et qu'il n'est dès lors pas possible d'appliquer certaines règles du code judiciaire par exemple en ce qu'elles font appel au juge belge du siège de l'arbitrage.

Het nieuwe CEPANI arbitragereglement

Door Guy KEUTGEN



CEPANI heeft een nieuw arbitragereglement dat gedurende meer dan één jaar werd voorbereid door een werkgroep bestaande uit vooraanstaande

beoefenaars van arbitrage.

Het treedt op 1 januari 2013 in werking.

Het nieuwe reglement zal van toepassing zijn op alle procedures die vanaf die datum bij CEPANI worden ingeleid, tenzij de

partijen overeenkomen om hun arbitrage te onderwerpen aan het reglement dat van toepassing was bij het sluiten van de arbitrageovereenkomst (artikel 7 (1)).

Hierna worden kort de voornaamste nieuwigheden van deze tekst weergegeven.

(1) De kennisgevingen en mededelingen kunnen gebeuren via de traditionele kanalen – door afgifte tegen ontvangstbewijs, per aangetekende brief, per fax – maar ook elektronisch. In dat geval draagt de verzender altijd de bewijslast inzake



verzending (artikel 8 (2)). Het scheidsgerecht kan andere regels inzake kennisgevingen en mededelingen vaststellen (artikel 8 (3)).

(2) Vorderingen ontstaan uit of in verband met meerdere overeenkomsten kunnen in één enkele arbitrage worden ingeleid (artikel 10 (1)). Zo kunnen vorderingen op basis van meerdere arbitrageovereenkomsten worden ingesteld indien de partijen zijn overeengekomen om een beroep te doen op CEPANI arbitrage en hun vorderingen te laten beslechten in één enkele procedure.

Verschillen inzake de toepasselijke rechtsregels of inzake de taal van de procedure doen geen vermoeden ontstaan dat de arbitrageovereenkomsten onverenigbaar zijn (artikel 10(2)).

(3) Een derde kan vragen om tussen te komen in een procedure en een partij in een procedure kan een derde oproepen om tussen te komen (artikel 11(1)). De tussenkomst kan worden toegestaan wanneer de derde en de partijen ermee instemmen om een beroep te doen op CEPANI arbitrage. In principe kan een tussenkomst niet meer plaatsvinden nadat de leden van het scheidsgerecht zijn benoemd of aanvaard, tenzij de partijen, inclusief de tussenkomende derde, anders zijn overeengekomen (artikel 11 (2)).

(4) Het nieuwe reglement benadrukt de noodzaak inzake de onafhankelijkheid van de arbiter, niet alleen op het moment van zijn benoeming, maar ook tijdens de volledige behandeling van de procedure

(artikel 14(1)). Bovendien moet de arbiter onpartijdig en beschikbaar zijn. Wanneer de arbiter wordt benoemd of bevestigd, moet hij zich ertoe verbinden zijn opdracht tot het einde uit te voeren.

Het benoemingscomité en de voorzitter beschikken over een zeer grote beoordelingsbevoegdheid voor de benoeming, de aanvaarding of de vervanging van een arbiter. De motivering van de beslissing wordt niet meegedeeld (artikel 14 (4)). De motivering van de beslissingen van het wrakingscomité wordt evenmin meegedeeld (artikel 16 (4)).

(5) Het arbitragereglement bepaalt nogal traditiegetrouw dat het scheidsgerecht, zodra het geïnstalleerd is, een akte van opdracht opstelt en "zo snel mogelijk erna" een provisionele procedurekalender vaststelt (artikel 22 (3)). Dit kan worden vastgesteld "*tijdens een overleg met de partijen dat door het scheidsgerecht georganiseerd wordt*". Een dergelijk overleg heeft tot doel de partijen te raadplegen over de middelen waarmee de procedure kan worden vergemakkelijkt (artikel 22 (5)).

(6) Het reglement neemt de volgende regel op voor "het onderzoek van de zaak": "*Het scheidsgerecht en de partijen handelen snel en loyaal tijdens het verloop van de procedure*". Het voegt daaraan toe: "*De partijen onthouden zich in het bijzonder van vertragingsmanoeuvres of van iedere andere handeling die tot doel of tot gevolg heeft de procedure te vertragen*" (artikel 23 (1)).



Het gaat niet om louter retorische regels aangezien de arbiters bij de verdeling van de arbitragekosten rekening kunnen houden met de houding van de partijen gedurende de ganse procedure (artikel 36 (2)).

(7) Zo spoedig mogelijk na de laatste zitting of na het indienen van de laatste toegestane stukken verklaart het scheidsgerecht de debatten gesloten (artikel 24 (1)). Het kan echter wel, op ieder ogenblik vooraleer uitspraak wordt gedaan, besluiten om de debatten te heropenen (artikel 24 (2)).

(8) Het reglement bepaalt *expressis verbis* dat de arbitrageprocedure vertrouwelijk is, tenzij de partijen anders zijn overeengekomen of tenzij er "een wettelijke verplichting tot bekendmaking" is (artikel 25). Het vorige reglement bepaalde enkel dat de zittingen niet publiek toegankelijk waren (artikel 17 (5)).

(9) Daar waar het vorige reglement in de mogelijkheid voorzag om het scheidsgerecht te verzoeken voorlopige of bewarende maatregelen te bevelen (artikel 18), voorziet het nieuwe reglement bovendien in de mogelijkheid tot toekenning van voorlopige en bewarende maatregelen voordat het scheidsgerecht is samengesteld (artikel 26). Het gaat om een snelle maatregel waarbij de benoeming van een arbiter die uitspraak bij voorraad doet in principe binnen twee werkdagen na de ontvangst van het verzoek plaatsvindt en deze arbiter in beginsel uitspraak doet binnen de vijftien werkdagen na de ontvangst van het dossier.

Deze procedure wordt in werking gesteld vanaf de ontvangst van een storting van 15.000 EUR, waarvan 3.000 EUR voor de administratiekosten van CEPANI (artikel 27 (11)). Dit bedrag kan, indien nodig, worden herzien (bijlage I, punt 8).

(10) De uitspraak kan worden gecorrigeerd of geïnterpreteerd (artikel 33). Vooral wanneer een rechtbank een arbitrale uitspraak terugverwijst naar het scheidsgerecht om die eventueel aan te passen, "*kan CEPANI alle maatregelen nemen die nodig zijn om het scheidsgerecht toe te laten de bewoordingen van dergelijke terugverwijzing na te leven*". Het is algemeen bekend dat in sommige rechtssystemen, zoals het Duitse, de wetgeving verkiest dat een uitspraak "bijgestuurd" in plaats van vernietigd wordt. Het voorontwerp van wet tot wijziging van het zesde deel van het Gerechtelijk Wetboek inzake arbitrage voorziet in dezelfde mogelijkheid voor de rechtbanken.

(11) Het reglement bevat voor het eerst een bepaling inzake "beperking van aansprakelijkheid", die als volgt luidt (artikel 37):

"1. De arbiters zijn niet aansprakelijk voor enige handeling of nalatigheid met betrekking tot hun rechtsprekende functie, behalve in geval van bedrog.

2. De arbiters, Cepani, zijn leden of zijn personeel zijn niet aansprakelijk voor enige andere handeling of nalatigheid in het kader van een arbitrale procedure, behalve in geval van bedrog of zware fout."

(12) Daar waar het vorige reglement voor alles wat niet in het reglement was voorzien naar het zesde deel van het Belgische Gerechtelijk Wetboek verwees (artikel 28), bepaalt de nieuwe tekst: *“Tenzij partijen anders zijn overeengekomen, handelen het scheidsgerecht en de partijen, in alle gevallen die niet uitdrukkelijk zijn voorzien in dit reglement, overeenkomstig de geest van dit reglement en leveren zij iedere redelijke inspanning opdat de uitspraak rechtens uitvoerbaar zou zijn”* (artikel 38).

Die bepaling houdt er met name rekening mee dat sommige arbitrages volgens het CEPANI reglement in het buitenland plaatsvinden en het bijgevolg niet mogelijk is om bepaalde regels van het Gerechtelijk Wetboek toe te passen, bijvoorbeeld wanneer zij verwijzen naar de Belgische rechter van de zetel van de arbitrage.

Tribute to Prof. Dr. Guy Keutgen (20 November 2012, Brussels)

Maarten DRAYE, Lawyer at the Brussels Bar (Hanotiau & van den Berg)
Member of the CEPANI40 steering committee

Few have the privilege of being honoured by their colleagues with a Liber Amicorum. Since 20 November 2012, Prof. Dr. Guy Keutgen has two. After having been presented with a festschrift to mark his



becoming a Professor Emeritus at the Université

Catholique de Louvain back in 2008, Prof. Keutgen was offered a second Liber for his contribution and efforts in promoting arbitration by



CEPANI, the Belgian Centre of Arbitration

and Mediation where he was active in different capacities for four decades.

On the program for the evening: welcoming words by Prof. Philippe Lambrecht and Prof. Dr. Michel Flamée, Secretary-General and President of CEPANI respectively, a portrait of the honoree, a round-up of best practices in ethics in international arbitration, the presentation of the Liber Amicorum itself and some considerations on the role of investment arbitration as a means of diplomacy.



Prof. Keutgen's portrait was drawn by Prof. Dr. Maud Piers and Mr. Marc Dal, former co-presidents of CEPANI40. Conscious of Prof. Keutgen's love for modern art, Prof. Piers found inspiration in a number of famous paintings. With *Legend des Rheines* by Josef Albers, she referred to his German-speaking background, which manifests itself in Prof. Keutgen's discipline, punctuality and drive. Similarly, in true spirit of *Prinzipientreue*, Prof. Keutgen's presidency of CEPANI has been marked by an endeavour of equal treatment of the various official languages, gender equality and support to young lawyers, most notably manifested through his support for CEPANI40. By reference to *HM* by Luc Tuymans, Prof. Piers referred to Prof. Keutgen as a leader, but also to his personality. Finally, with René Magritte's *Man with Bowler Hat*, she referred to the fact that Prof. Keutgen is a true gentleman and a diplomat, with a good sense of humour that he managed to put to good use in many a difficult discussion during his presidency of CEPANI. Next, Mr. Marc Dal shared his memories and experiences of Prof. Keutgen as a friend of the family, as a teacher and later also as a colleague. He notably recalled receiving his first phone



call for an appointment as arbitrator; again

testimony of Prof. Keutgen's support for young practitioners.

In a second contribution, Mrs. Vera Van Houtte and Prof. Olivier Caprasse discussed best practices in ethics in international arbitration. Mrs. Van Houtte focused *inter alia* on the ethics of parties' counsels, whose lack of availability is sometimes a bigger hindrance to efficient proceedings than the availability of arbitrators. Next, she discussed the role of arbitral institutions, whose administrative decisions, in her view, may sometimes lack transparency. Finally, she addressed a recent phenomenon arriving on the shores of arbitration from common law practice, i.e. third party funding of arbitration. As Mrs. Van Houtte pointed out, the involvement of such third parties may raise a number of specific issues, notably in terms of confidentiality or independence of arbitrators. Prof. Caprasse critically assessed the recent discussions in the arbitration world as to whether parties should be remain allowed to appoint arbitrators, or whether the constitution of arbitral tribunals should be left entirely to arbitration institutions. Furthermore, he explored the so-called "double hat" problem, whereby arbitrators who also act as counsel in arbitration proceedings may risk finding themselves in a situation where their impartiality may be challenged if the subject matter of both proceedings is similar.

Next, the threefold editorial board of the *Liber Amicorum* – Prof. Dr. Johan Erauw,

Prof. Didier Matray and Mr. Georges-Albert Dal – presented the book itself. The *Liber Amicorum* deals with four general themes (progress of arbitration; truth; user friendliness; efficiency), which are discussed throughout 11 topics. Each of those topics was introduced by a main author, whose contribution was subsequently submitted to a number of respondents for their comments. A final author was then asked to draw concluding remarks. In their *verbi amicorum*, the speakers further praised Prof. Keutgen for his many achievements, including most recently his instrumental role in the enactment of the new CEPANI Rules, which will enter into force as of 1 January 2013, as well as his role in the CEPANI working group that recently submitted a report of proposed changes to the Belgian Law on Arbitration to the Ministry of Justice.



Due to the Federal Government's agreement on budget that same morning, the Minister of Foreign Affairs, Mr. Didier Reynders, had to be excused. He was represented by the director of his

department, Mr. Olivier Henin, who, in a final contribution of the evening, discussed the general importance of arbitration and the interaction between arbitration and diplomacy as means of dispute resolution at an international level. He furthermore highlighted the advantages of Brussels as seat of arbitration, in particular for investment arbitration.



The final words of the evening were for the celebrated Honorary President himself. In addition to the warm words of thanks and appreciation for his family, colleagues and friends, Prof. Guy Keutgen remembered how the field of arbitration was a *terra incognita* when he became involved with CEPANI four decades ago, and how it has evolved ever since. At the same time, he also looked towards the future. He expressed his hope that the renewed CEPANI Arbitration Rules and anticipated changes to the Belgian Arbitration Law would be instrumental in the further development of arbitration in Belgium, and hopefully strengthen the importance of Brussels as a seat of arbitration. The evening concluded with a cocktail reception.



CEPANI's cooperation agreements with other arbitration institutions

By **Luc DEMEYERE**, *Lawyer at Contrast Lawyers,*

Board member of CEPANI,

Member of the Study Group for the Revision of the CEPANI Arbitration Rules,



Over the years CEPANI has entered into 10 cooperation agreements with arbitration institutions in other countries and, more specifically, with:

the Centre d'Arbitrage du Congo, CAC (October 2005);



the Cairo Regional Centre for International Commercial Arbitration, CRCICA (June 2006);



the Netherlands Arbitration Institution, NAI (November 1990);



the Court of Arbitration at the Polish Chamber of Commerce in Warsaw, Sad Arbitrazowy (February 2008);



the China International Economic and Trade Arbitration Commission and China Council for the Promotion of International Trade, CIETAC-CCPIT (September 1992);



the Cour d' Arbitrage de Côte d'Ivoire, CACI (June 2011); and



the German Institution for Arbitration, DIS (May 1993);



the Austrian Internationales Schiedsgericht der Bundeskammer der gewerblichen Wirtschaft (June 1993);

the International Commercial Arbitration Court at the Chamber of Commerce and Industry of Ukraine (May 2012).



the Chamber for Commerce and Industry of the Russian Federation (April 1996);

The purpose of this article is to draw your attention to the existence of these cooperation agreements, to give an overview of common features, and to highlight specific provisions. It is not the



intention to provide a comparative analysis or detailed overview. If you expect to be involved or are involved in an arbitration with any of the concerned jurisdictions, you are invited to review the text of the relevant agreement available online (see <http://www.cepani.be/EN/Default.aspx?PID=708>).

All cooperation agreements aim at the promotion of arbitration as a mechanism for dispute resolution. Some agreements also refer to negotiations or other instruments for dispute resolution. Most agreements provide that the parties will inform each another about organized conferences, some provide for a mutual invitation to conferences, the exchange of publications and information on developments in the field of arbitration, and, occasionally, the exchange of assistants. Some agreements provide for mutual assistance in case of new or pending arbitrations, and some also provide for the allocation of costs for services rendered.

Some cooperation agreements provide that, unless the parties agreed otherwise, if the place of arbitration is in Belgium, the arbitration shall be conducted in accordance with the CEPANI arbitration rules, and, if the place of arbitration is in the other country, in accordance with the arbitration rules of the arbitration institution in that country (cf. the

cooperation agreements with NAI and CIETAC). If no place of arbitration has been agreed upon between the parties, the arbitration is to take place in the country of the respondent (cf. the cooperation agreements with NAI and the Chamber for Commerce and Industry of the Russian Federation), and, as the case may be, the presidents of CEPANI and the other arbitration institution may become involved. A similar provision may exist in respect of the language of the arbitration (cf. the cooperation agreement with NAI).

The cooperation agreement with CRCICA states that the institutions will provide assistance in selecting and appointing arbitrators, mediators, conciliators or (ADR) experts. This agreement provides that the parties will prepare a mutual arbitration clause, and that, subject to agreed financial arrangements, administrative or other services will be provided.

The cooperation agreement with the International Commercial Arbitration Court at the Chamber of Commerce and Industry of Ukraine contains a recommended Arbitration Clause.

It is to be hoped that the existing cooperation agreements will benefit arbitrations between parties in the concerned countries. In any event, CEPANI will continue to further develop its network of cooperation agreements.



Report on the CEPANI lunch presentation on "Arbitration made in Germany" (7 November 2012)

By Erica STEIN, *Senior Associate at Hanotiau & van den Berg (Brussels)*,



On 7 November 2012, Ulrike Gantenberg, Managing Partner of the leading German law firm Heuking Kühn Lüer Wojtek in Düsseldorf, brought "Arbitration Made in Germany" to

Brussels. Over the course of her lunch presentation on this topic, Mrs. Gantenberg sought to give 25 arbitration practitioners an overview of the arbitration landscape in Belgium's neighbour. To do so, Mrs. Gantenberg concentrated on four areas, namely, the context, the framework, the institutions, and the particularities of arbitration in Germany.

With respect to the context, Mrs. Gantenberg described Germany as a country with a strong national court system that renders quick decisions. Domestic disputes have thus traditionally been referred to the courts, as opposed to arbitration, for resolution. However, since the German Arbitration Act was revised in 1998, arbitration has gained favour as a means of resolving, in particular, international disputes. As evidence of this, Mrs. Gantenberg noted that German parties are the most frequent users of ICC arbitration in Europe, and arbitrators of German nationality are the fifth most frequently used in ICC arbitrations worldwide. In addition, the German Institution of Arbitration (*Deutsche*

Institution für Schiedsgerichtsbarkeit) – the largest of Germany's arbitral institutions – attracted 174 new arbitration proceedings last year, and boutique law firms specialising in international arbitration are opening up across the country.



As far as the framework is concerned, Mrs. Gantenberg emphasized that the German Arbitration Act, which implements the UNCITRAL Model Law and the

New York Convention, provides a solid legal basis for arbitration in Germany. The German Arbitration Act can be found in the Tenth Book of the Code of Civil Procedure (*Zivilprozessordnung*), and applies to all arbitrations seated in Germany, or where the place of arbitration is undetermined but one party has a connection to (a "place of business" or "habitual residence" in) Germany. It is also to be noted that the German Arbitration Act does not make a distinction between international and domestic arbitration.

The courts also play an important role in the German arbitration framework, and Mrs. Gantenberg made clear that they have a pro-arbitration tendency. This can be seen from

the decisions of the various Regional Courts (*Landesgerichte*), which provide “lower level” assistance to arbitral proceedings, as well as from the decisions of the Regional Higher Courts (*Oberlandesgerichte*), which have chambers specialized in arbitration. Mrs. Gantenberg related that the courts’ biggest criticism to arbitration is that the case law in certain areas (*e.g.*, post-M&A) has become outdated because parties now prefer to send those disputes to arbitration instead of allowing the jurisprudence to evolve in front of national judges.

As for arbitral institutions, Mrs. Gantenberg spent some time describing the operations of the German Institution of Arbitration, mentioned above. In addition, she noted that a number of small associations related to specific trade sectors have developed, mostly in Hamburg, offering arbitration to businesses active in those areas.

To complement the discussion of arbitral institutions, an animated debate also took place regarding *ad hoc* arbitrations. It was highlighted that in an international context, running an *ad hoc* arbitration in Germany may not be desirable because courts have a tendency to appoint former judges as arbitrators, with the result that arbitration proceedings are likely to be run as full-fledged German court proceedings. This being said, Mrs. Gantenberg pointed out that a large number of *ad hoc* arbitrations are carried out in the domestic arena.

Finally, Mrs. Gantenberg took the time to specify a couple of particularities related to arbitrating in Germany. One particularity

stems from the training that lawyers receive, which requires them to clerk for a judge. Judges, in turn, often play the dual role of judge and mediator, pushing parties to settlement. Mrs. Gantenberg indicated that German lawyers acting as arbitrators may have this dual role in their minds, even though they may not act on it in jurisdictions where this hybrid approach is not well received.

Another particularity explored by Mrs. Gantenberg is why there is a tendency for international arbitration to go “out of country”, that is, why international arbitrations involving German parties are more likely than not to be seated outside the country. She speculated that there are less places of arbitration in Germany because it is an exporting country, with contracts looking “out” rather than “in”. Another explanation given is that the German economy is not focused on one region, but is rather diversified around the country, with each of the large German companies having its



“own” city. This multitude of cities as potential places of arbitration has thus made harmonisation around one place of arbitration difficult.



Legislation, Doctrine & Jurisprudence

References

Rules

- The new CEPANI Rules of Arbitration
- Het nieuwe CEPANI arbitragereglement:
<http://www.cepani.be/upload/files/reglement-arbitrage-nl.pdf>
- Le nouveau règlement d'arbitrage du CEPANI :
<http://www.cepani.be/upload/files/reglement-arbitrage-fr.pdf>

Jurisprudence

- Supreme Court 5 April 2012, *T.B.H.* 2012/9, p. 937
Commercial agency – Arbitration agreement and choice of (foreign) law – Articles 18, 20 and 21 of the Belgian Law of 13 April 1995 on commercial agency agreements – Articles 3 and 7.2 of the 1980 Rome Convention on the law applicable to contractual obligations – Request for preliminary ruling to the European Court of Justice
Handelsagentuur – Arbitrageovereenkomst en rechtskeuzebeding (vreemd recht) – Artikelen 18, 20 en 21 van de Belgische wet van 13 april 1995 betreffende de handelsagentuurovereenkomst – Artikelen 3 en 7.2 van het Verdrag van Rome van 1980 inzake het recht dat van toepassing is op verbintenissen uit overeenkomst – Prejudiciële vraag aan het Europees Hof van Justitie
- Agence commerciale – Convention d'arbitrage et clause de droit applicable (étranger) – Articles 18, 20 et 21 de la loi belge du 13 avril 1995 relative au contrat d'agence commerciale – Articles 3 et 7.2 de la Convention de Rome de 1980 sur la loi applicable aux obligations contractuelles – Question préliminaire au Cour de justice de l'Union européenne

Doctrine

- S. NAPPERT, *Commentary on the UNCITRAL Arbitration Rules 2010: a Practitioner's Guide*, New York, Juris, June 2012,



Varia

○ Upcoming ICC YAF activities (December 2012)

The ICC Young Arbitrators Forum is hosting a seminar in Hamburg on 13 December 2012 on the topic of "Time Efficiency – the user's, arbitrator's and counsel's perspective". More information on this activity is available on <http://www.iccwbo.org/training-and-events/young-arbitrator-forum/>.

○ VIAC Vienna Arbitration Days 2013 (25-26 January 2013, Vienna)

- The Vienna Arbitration Days 2013 will deal with "The (Perceived) Powers of the Arbitrator". Friday evening will be concluded with a dinner party and the conference will be followed on Saturday by the Ball of Industry and Technology ("Techniker Cercle") in the world famous Musikverein Building best known from the New Year's Concert of the Vienna Philharmonic Orchestra. The full program and registration form can be found at http://news.wko.at/Media/9240a453-6945-44e3-ab00-a41fcf3354ac/vad_2013_flyer-final.pdf.

○ The 16th Annual IBA International Arbitration Day (21-22 February 2013, Bogota)

- On 21 and 22 February 2013 the 16th Annual IBA International Arbitration Day will take place in Bogota (Colombia) on the topic of "Making the award: need we rethink the process?". During this conference, which is one of the most important in the field of international arbitration, arbitrators, lawyers and academics from all over the world will consider the most recent questions on the drafting of the arbitral award and the internal deliberation process preceding the award. The complete program and registration form can be retrieved at <http://www.ibanet.org/Article/Detail.aspx?ArticleUid=4054049C-69FC-4B7A-9737-F3913A103556>.